

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 1008

Rubrik: Interview

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme

(pi) Il est désormais établi que le climat se modifie sous l'action de l'homme. Et même si le réchauffement prévu — +1°C d'ici à 2030 et + 3°C d'ici à 2100 — ne semble pas immense à première vue, ses effets peuvent être spectaculaires: élévation du niveau des mers par dilatation de l'eau, inondation de zones habitées, désertification, renforcement de phénomènes météorologiques violents tels que les cyclones, etc. Sous nos latitudes, il faut s'attendre principalement à des hivers moins rigoureux et à une diminution de la couverture neigeuse et de la zone gelée en permanence. Il est certes prévu que les nouveaux déserts seront compensés par une augmentation des surfaces cultivables dans les zones tempérées et froides, mais les conséquences sociales de ces bouleversements seront immenses. La responsabilité des pays industrialisés est clairement établie: ne représentant que le quart de la population mondiale, ils sont à l'origine des trois quarts des émissions de gaz à effet de serre.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC), mis en place par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement, s'est réuni en session plénière à Sundsvall, en Suède, du 27 au 30 août dernier. Pascale Morand Francis, collaboratrice scientifique à l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage y représentait la Suisse. Elle nous dit dans quelle ambiance un rapport final a pu être adopté et le rôle que la Suisse entend et peut jouer dans ce domaine.

INTERVIEW: PASCALE MORAND FRANCIS

«Une résistance formidable sur les mesures à prendre»

Il y a désormais consensus scientifique sur le fait que l'homme est à l'origine de modifications climatiques futures. Comment en est-on arrivé à cet accord?

Le consensus scientifique existe depuis un certain temps déjà, mais les divergences sur les aspects politiques de la question l'ont masqué quelque peu — pas toujours innocemment. Avec la publication du rapport de l'IPCC, le consensus scientifique est sur papier, ce qui le rend officiel en quelque sorte.

Ceci dit, il est vrai que ce consensus apparaît beaucoup plus clairement maintenant, puisque les meilleurs spécialistes provenant d'environ vingt-cinq pays ont, dans le cadre de l'IPCC, uni leurs efforts et recueilli toutes les don-

nées éparpillées aux quatre coins du globe dans un seul et même document. Aussi, même si dans les grandes lignes ce document apporte peu qui soit nouveau par rapport à ce que la science savait déjà, un pas a été franchi. Ce pas peut se résumer ainsi: il ne s'agit plus de savoir si la Terre se réchauffera, mais quand, où et comment.

Il semble pourtant que lors de la session plénière de l'IPCC à Sundsvall, plusieurs pays ont fait de la résistance, au niveau du constat déjà.

Les résistances sont de nature politique, non pas scientifique. Cela étant, il y aura toujours un mouvement de refus de la part de certains face à un consensus établi. Cependant jusqu'ici les scientifi-

ques qui ont rejeté l'hypothèse du réchauffement global ne sont en général pas des spécialistes de la climatologie ou de la météorologie.

Mais ces personnes ne sont-elles pas les représentantes de pays bien déterminés?

Le travail effectué dans le cadre de l'IPCC était particulier en ce sens qu'il s'agissait d'établir la base scientifique et simultanément de préparer des stratégies de parade. Naturellement c'est cette dernière tâche qui a suscité les débats les plus animés. La base scientifique est indiscutable, mais c'est sur la question des mesures à prendre qu'une résistance formidable s'opère, principalement en raison de considérations économiques.

Nous nous trouvons dans un domaine typique d'affrontement entre le politique et l'économique. Pensez-vous que la politique parviendra à imposer des mesures efficaces au secteur économique?

Il est clair que les milieux économiques opposent une résistance assez forte et qu'il faudra commencer par les convaincre que prendre des mesures est dans l'intérêt de l'économie. Certaines décisions que l'on pourrait prendre immédiatement, par exemple des mesures d'utilisation plus efficace et économe de l'énergie, se justifient économiquement. A plus long terme, il faudra bien que le prix de l'énergie reflète non seulement le fait que certaines sources sont limitées, mais également les dommages que leur utilisation occasionne (pollution de l'air, de l'eau, effet de serre, etc). Actuellement l'énergie est beaucoup trop bon marché et ne tient pas compte de tous ces facteurs. Ceci ne favorise pas les économies.

Justement, pour ce qui est des mesures concrètes, un calendrier est-il établi?

En fonction des décisions qui ont été prises par l'assemblée générale et par les organisations parentes de l'IPCC — l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement — la prochaine étape est la deuxième conférence mondiale sur le climat qui aura lieu à Genève du 29 octobre au 7 novembre. Le

rapport y sera examiné au niveau scientifique et technique par des experts dans plusieurs domaines — économie, énergie, agriculture, urbanisme, sciences sociales, etc — et au niveau politique par les ministres. Seront présents des ministres et des chefs d'Etat d'une centaine de pays et la réunion devrait aboutir à une déclaration politique. Nous espérons que les ministres s'exprimeront en faveur d'un programme d'action sur la base des recommandations de l'IPCC. Le second volet, ce sont les négociations sur un traité international qui devraient débiter aux Etats-Unis au début de l'année prochaine, sur invitation de ce pays. Plusieurs sessions de négociations sont prévues en 1991, qui devraient aboutir, si tout se passe bien, à la signature d'une convention-cadre sur le climat lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement en juin 1992. Mais une convention ne va pas régler le problème. Il s'agira simplement du cadre pour de futurs protocoles additionnels qui viendront préciser les objectifs par domaine. Il est déjà prévu un protocole pour la limitation des émissions de CO₂ dans les pays industrialisés, un autre sur les forêts aussi bien tropicales que tempérées et un troisième sur les mécanismes de financement.

Est-il imaginable d'imposer des mesures au niveau planétaire alors que les pays développés ont financé leur industrialisation en faisant payer un lourd tribut à la nature? Et peut-on

Le prix des gaz

En Suisse, après une période de stagnation entre 1980 et 1985, les émissions de CO₂ ont augmenté de 6% entre 1985 et 1990, principalement à cause du trafic et des bas prix de l'énergie. Si rien n'est entrepris, il faut compter avec une nouvelle augmentation de 10% d'ici à 2000 et de 12 à 23% d'ici à 2025, en fonction du comportement de la population et des prix de l'énergie. Sans l'article constitutionnel sur l'énergie qui dépend de la votation de ce dimanche, à cause du manque de base légale, notre pays

éprouverait des difficultés à agir dans ce domaine.

L'introduction d'instruments économiques, sous forme par exemple de taxes sur les gaz carboniques harmonisées au niveau international, devrait permettre de renverser la vapeur. Pascale Morand Francis précise bien qu'il ne s'agit pas pour l'Etat de prélever un nouvel impôt, mais qu'il faut intégrer, dans le prix de l'énergie, les coûts qu'elle provoque après sa combustion et qui sont pris en charge actuellement par la collectivité.

Une telle taxe est déjà discutée au niveau ministériel par l'Allemagne, la Suisse, le Liechtenstein et l'Autriche.

empêcher les pays en développement de faire de même?

Personne ne parle d'imposer les mêmes mesures au monde entier; il y a des situations et des niveaux de responsabilité différenciés, bien que tous les pays aient une tâche commune de sauvegarder la planète et les futures générations. Il est bien clair que les pays industrialisés ont une responsabilité particulière et ils doivent agir sur plusieurs fronts: ils doivent prendre des mesures au niveau national d'une part et coopérer avec les pays en développement d'autre part, sur les plans financier et technique. Il y a donc plusieurs types de mesures et rares sont celles qui s'appliquent universellement. Mais il est bien clair que chacun doit agir en fonction de son niveau de res-

ponsabilité et selon ses possibilités. Les domaines prioritaires, comme le secteur énergétique, sont d'ailleurs principalement du ressort des pays industrialisés parce que par habitant nos émissions sont de loin les plus importantes.

Le développement des pays de l'Est ne va-t-il pas poser des problèmes, en ce sens qu'il va se faire rapidement et que les connaissances en matière de protection de l'environnement sont défaillantes?

Je dirais plutôt que ces pays représentent un potentiel d'assainissement important. L'unification allemande servira certainement d'exemple à cet égard, puisque l'intention est d'amener les normes est-allemandes à celles de l'Allemagne de l'Ouest en un temps record — la date de 1995 a été avancée. D'autre part les coopérations industrielles avec ces pays devraient permettre le remplacement des moyens de production actuels par des technologies moins polluantes. Enfin, chaque franc investi en Europe de l'Est, pour une amélioration de l'efficacité énergétique par exemple, obtiendra des résultats plus importants que dans un pays où le potentiel d'action est déjà largement entamé par des mesures passées dans ce domaine.

Le fait que la Suisse ne soit pas membre de l'ONU pose-t-il des problèmes particuliers pour intervenir dans des assemblées qui émanent de cette organisation?

Si la Suisse n'est pas membre de l'ONU, elle est membre à part entière de

Les gros pollueurs temporisent

Bien qu'il y ait consensus au niveau des constats, les pays ne réagissent pas tous de la même manière lorsqu'il s'agit d'adopter des mesures. Ils se rangent autour de trois grandes tendances:

- Les pays d'Europe de l'Ouest, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande prennent le risque très au sérieux et défendent la nécessité d'actions immédiates pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

- Les Etats-Unis, la Chine et l'Arabie Saoudite souhaitent que la recherche

scientifique continue, mais craignent les répercussions économiques des mesures envisagées. Ils souhaitent notamment trouver des solutions qui ne toucheraient pas au secteur de l'énergie.

- Les pays en développement espèrent tirer des avantages économiques et commerciaux de la situation, en profitant du sentiment de culpabilité des pays industrialisés.

Quant au Japon et à l'URSS, ils sont un peu hors course. Le Japon parce qu'il s'intéresse avant tout aux questions de technologie alors que l'URSS, qui reconnaît le problème, avoue n'avoir pas les moyens de s'y attaquer. Enfin, les autres pays d'Europe de l'Est sont absents des discussions.

certaines de ses agences, dont le PNUE, ce qui lui permet de participer de plein droit aux réunions. Mais il est vrai que le fait de ne pas être membre des Nations Unies nous pose passablement de problèmes, simplement parce que dans ce domaine des résolutions importantes sont votées par l'Assemblée générale.

Et quelles sont les relations de la Suisse avec la Communauté européenne dans ce genre de réunion?

L'approche du problème est assez semblable dans les grandes lignes entre les pays de la CE et ceux de l'AELE. C'est une approche progressiste. Mais dans les réunions internationales comme celles de l'IPCC, la Suisse se trouve de plus en plus isolée: la Communauté a ses réunions préparatoires et parle d'une seule voix en plénière, et le Conseil nordique fait de même. Or trois pays membres du Conseil nordique font partie de l'AELE, ce qui rend difficile pareille organisation au niveau de cette dernière.

Pensez-vous que dans le domaine de la protection de l'environnement la Suisse puisse amener quelque chose à la Communauté européenne ou au contraire qu'un rapprochement nous ferait perdre une partie de notre «pureté verte»?

Il faut bien savoir que nous sommes en avance dans certains domaines seulement, et que nous sommes en retard dans d'autres. Concernant le climat, la Suisse n'est pas parmi les leaders, faute de moyens notamment et également parce qu'il nous manque encore une base légale pour une politique énergétique qui réponde aux exigences de la sauvegarde du climat.

Certains pays européens, en revanche, se sont déjà fixé des objectifs de réduction des émissions de gaz carbonique: les Pays-Bas et la RFA par exemple. Il est donc possible, dans le cadre de la Communauté, d'avoir des exigences élevées et de se fixer des objectifs plus ambitieux que la moyenne.

Je ne crois pas qu'un rapprochement nous obligerait à renoncer à nos normes plus sévères dans certains secteurs de l'environnement. Une fois dans la Communauté, la Suisse pourrait parfaitement rejoindre le peloton des chefs de file et y exercer pleinement son influence. ■

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Ecrivains en herbe

Du temps que j'étais maître d'école, il m'arrivait de dire à mes élèves: «Assez de tous ces écrivains de pacotille — Rousseau, Baudelaire — il faut quand même que je vous présente quelque chose d'un peu plus consistant!» Et je leur lisais quelques compositions de mes collégiens des années 50.

Quand je serai grand!

Quand je serai grand, je veux devenir entrepreneur de pompes funèbres... Je ne veux pas me marier. Une femme me coûterait trop d'argent. Et puis, il y aurait les enfants: quand je pense à tous les soucis que je cause à mes parents... Je vous disais donc *Inscallah*, d'Oriana Fallaci... Mais il y a des préséances à respecter, et je préfère vous parler de *Io speriamo che me la cava* — Espérons que je m'en tirerai — soixante compositions de petits Napolitains de 10 ans, présentées par leur maître.

Composition par exemple sur le racisme:

Je sais que tous diront que ce n'est pas juste, mais moi au contraire, je dis que c'est juste. En fait, je crois que les hommes ne sont pas tous égaux, il y en a des beaux, des laids, des grands, des petits, des intelligents et des bêtes. Et ainsi sont les différents peuples. Moi, par exemple, les Allemands ils me dégoûtent et je les hais parce qu'ils font toujours éclater la guerre, les Anglais ils me dégoûtent et je les hais parce qu'ils disent qu'ils sont les meilleurs de tout le monde, les Français ils me dégoûtent et je les hais parce qu'ils font toujours la guerre du vin avec nous. Les nègres ils ne me dégoûtent pas et je ne les hais pas parce qu'ils ne m'ont rien fait, pourtant ils puent, et pour cela ils me dégoûtent un peu.

A moi me plaît seulement l'Italie!!

Autre sujet: les guerres.

Au seuil de l'an 2000, il y a encore tellement de guerres parce qu'il y a le diable, c'est lui qui les fait éclater. Il entre dans la tête des chefs du monde et leur dit: «Fais éclater une guerre, tout de suite!» Et si le chef lui dit: «Mais je viens d'en finir une», le diable lui dit: «Et que m'importe! Tu en déchaînes une autre». Ainsi, comme il y a tellement de diables, chacun va parler à l'oreille d'un chef, et la guerre mondiale éclate.

L'homme le plus méchant de l'histoire a été Itler, plus méchant que Néron et que Martin Luther, parce que par la faute du diable, il a tué cent millions d'Hébreux, et il les a transformés en savonnettes, en chandelles et en after-shave. Maintenant, pendant que j'écris, juste en ce moment, le diable est en train de préparer la troisième guerre mondiale, parce qu'il ne se fatigue jamais de faire le mal!

Autre sujet: la Suisse...

La Suisse est un petit pays de l'Europe qui fait face à l'Italie, l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche. Elle a beaucoup de lacs et beaucoup de montagnes, mais la mer ne baigne pas la Suisse, et surtout Berne.

La Suisse vend les armes à tout le monde pour les faire se massacrer mais elle ne fait pas même une toute petite guerre.

Avec cet argent, on construit les banques. Mais pas les banques bonnes, les banques des méchants, spécialement les drogués. Les délinquants de la Sicile et de la Chine y mettent l'argent, les milliards. La police vient, dit à qui est cet argent, je sais pas, ce sont mes affaires, la banque est fermée. Mais elle était pas fermée! Ouverte, elle était!!

La Suisse, si à Naples tu as la tumeur, à Naples tu meurs, mais si tu vas en Suisse tu meurs plus tard, ou bien tu vis. Parce que les cliniques sont très belles, le tapis, les fleurs, les escaliers propres, pas même un rat d'égout. Mais on paie beaucoup, si tu fais pas la contrebande tu peux pas y aller.

Ça va comme longueur, ma composition?

Et mon article, pas trop long? ■

DP Domaine
Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro: Jean-Pierre Bossy (jpb), François Brutsch (fb), André Gavillet (ag), Yvette Jaggi (yj), Charles-F. Pochon (cfp). Point de vue: Jean-Louis Cornuz

Abonnement: 65 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 Vidéotex: 021 312 69 10

CCP: 10-15527-9

Composition et maquette: Françoise Gavillet,

Pierre Imhof, Liliane Monod

Impression: Imprimerie des Arts et Métiers SA